

Gaborone, Botswana, 11 août (Infosplusgabon) - Le chef de l'opposition botswanaise, Dumelang Saleshando, a exprimé sa préoccupation face à la détérioration de la situation des droits de l'homme au Zimbabwe, et a appelé à la tenue d'un sommet extraordinaire du bloc régional, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), pour régler cette crise.

M. Saleshando a rendu public un communiqué condamnant l'utilisation de l'appareil sécuritaire contre des citoyens innocents par le gouvernement Zimbabwéen.

“Nous sommes consternés par le silence de notre propre gouvernement (du Botswana) qui a décidé de pratiquer la politique de l'autruche en adoptant la posture de "celui qui ne voit rien....n'entend rien".

“En ne disant rien, le gouvernement du Botswana est en fait complice des atrocités auxquelles nous assistons”, a dit M. Saleshando.

Il a appelé le Président Emmerson Mnangagwa et son parti, la ZANU PF, à immédiatement cesser de terroriser la population et à libérer tous ceux qui sont en détention.

“Nous invitons la société civile du Botswana à se mobiliser, en solidarité avec nos frères et sœurs au Zimbabwe. Nous exhortons les syndicats, le clergé, les formations estudiantines et les autres ONG pro démocratie à proposer des moyens de faire pression sur le régime de la ZANU PF”, a-t-il ajouté.

Les Zimbabweens avaient prévu de manifester le 31 juillet pour demander des solutions au sort d'un peuple qui souffre de l'effondrement de l'économie, du manque de liquidités, du chômage endémique, de la corruption effrénée, de la pénurie des denrées alimentaires de base et de médicaments dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Le gouvernement a alors réagi par la répression pour stopper les manifestations et a interpellé les organisateurs présumés.

FIN/ INFOSPLUSGABON/MKJ/GABON2020